

Grande-Bretagne/Diplomatie

L'UE fait barrage à la tentative de May de renégocier le Brexit

AFP
Bruxelles/Belgique

L'UNION européenne a rapidement fait barrage face aux velléités de la Première ministre britannique Theresa May, ragaillardie par l'appui de son Parlement, de rouvrir les négociations sur l'accord de divorce. Les 27 partenaires du Royaume-Uni au sein de l'UE s'arc-boutent sur leur ligne martelée depuis plusieurs semaines : hors de question de rouvrir les discussions sur le texte de l'accord de retrait, qui contient notamment la description du "filet de sécurité" sur l'Irlande, ce "backstop" controversé dans les rangs des députés britanniques. Le porte-parole du président du Conseil européen Donald Tusk, avec lequel Mme May devait s'entretenir en fin d'après-midi, a fait preuve de cette même fermeté juste après le vote du Parlement britannique en faveur de nouvelles négociations, appuyé par les deux poids-lourds de l'UE, la France et l'Allemagne. Mardi soir, les députés britanniques ont voté un amendement déposé par le

conservateur Graham Brady, demandant à trouver des "arrangements alternatifs" aux dispositions relatives au "backstop" qui vise à éviter le rétablissement d'une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Le gouvernement avait décidé, peu avant le vote, de soutenir cet amendement. Un revirement de taille pour Theresa May, qui proclamait que son "traité de retrait" de l'UE, âprement négocié pendant 17 mois mais rejeté il y a deux semaines par l'écrasante majorité des députés britanniques, était le "meilleur" et "le seul possible". Si l'adoption de l'amendement était considérée hier comme une victoire par les tabloïds britanniques, l'UE semble loin d'être prête à accepter une requête qu'elle a déjà repoussée à plusieurs reprises. "La dynamique a changé", s'est pourtant réjoui sur la BBC le ministre chargé du Brexit, Stephen Barclay, qui voit « un mandat clair pour que la Première ministre retourne devant les Européens afin de dire : "voici ce que le Parlement soutien-



Photo : AFP

La Première ministre Theresa May, qui espère renégocier avec l'UE l'accord de Brexit, se heurte pour l'instant à un mur.

dra" ». **REMARQUES CIN-GLANTES** Selon lui, les craintes d'un divorce brutal vont forcer les dirigeants européens à accepter de nouvelles négociations à moins de deux mois du Brexit, prévu pour le 29 mars. La nouvelle position des Britanniques a suscité des remarques cinglantes au niveau européen. « C'est comme dire au cours d'une négociation : "eh bien soit vous me donnez ce que je veux, soit je saute par la fenêtre" », a réagi le ministre irlandais des Affaires étrangères Simon Coveney au micro de la radio RTE. "C'est une situation extraor-

dinaire, quand un Premier ministre et un gouvernement négocient un accord et ensuite retournent chez eux et pendant la procédure de ratification votent contre leur propre accord", a-t-il déploré. Et le Parlement européen, qui a déjà clairement fait savoir qu'il ne ratifierait pas un accord de retrait sans la présence du filet de sécurité irlandais, ne l'entend pas non plus de cette oreille. Guy Verhofstadt, qui préside le groupe du Parlement européen sur le Brexit, a souligné que la clause de sauvegarde sur l'Irlande était "absolument nécessaire", et qu'il n'y

avait pas beaucoup de place pour des changements. "Dire qu'on est contre le backstop, c'est comme dire qu'on est contre le mauvais temps. On peut dire qu'on est contre mais on ne peut pas l'empêcher", a répliqué de son côté Philippe Lamberts, un eurodéputé Verts et membre du groupe sur le Brexit. "Il est clair qu'il n'est pas question" d'apporter des modifications aux "arrangements trouvés avec le Royaume-Uni" : "La question c'est : est-ce que du côté de la Chambre des Communes, ils sont prêts à se contenter d'arrangements cosmétiques", a-t-il ajouté. Dans ce contexte, la possibilité d'un Brexit sans accord continuait de hanter les esprits. C'est à ce scénario que se préparait hier le patronat britannique. « Je ne pense pas qu'il y aura une seule entreprise ce matin qui arrêtera ses préparatifs en vue d'un "no deal" après ce qui s'est passé hier », a déclaré Carolyn Fairbairn, la directrice de la CBI, la principale organisation patronale britannique. "Je crains même que cela ne les accélère".

Centrafrique/Pourparlers de Khartoum Les divergences demeurent

AFP
Bangui/Centrafrique

Principal point d'achoppement, l'amnistie. Les groupes rebelles la réclament en leur faveur. Les autorités ne veulent pas en entendre parler.

LES pourparlers de paix commencés la semaine dernière entre les quatorze groupes armés opérant sur le territoire centrafricain et les autorités de Bangui se poursuivent à Khartoum mais achoppent sur de nombreux points, dont celui d'une amnistie, ont rapporté hier des sources proches des discussions. Débutées jeudi dernier dans la capitale soudanaise, les négociations se sont concentrées à partir de lundi sur "les revendications des groupes armés, et notamment l'épineuse question d'amnistie et de la formation d'un gouvernement d'union nationale", a rapporté la télévision nationale centrafricaine, la TVCA. Hier, ces revendications n'avaient pas trouvé de réponse du côté des autorités. Celles-ci ont toujours re-

fusé l'amnistie des chefs de guerre dont plusieurs sont sous sanctions onusiennes ou cités pour violations des droits de l'homme dans des rapports d'ONG. Les groupes armés souhaitent aussi, selon un document obtenu par l'AFP, "la dissolution du gouvernement et la formation d'un gouvernement de sortie de crise" dont le Premier ministre serait issu de leurs rangs. "Nous avons constaté après lecture minutieuse que nos points fondamentaux et vitaux de nos revendications n'ont pas été pris en compte dans le draft d'accord de paix", a déclaré à l'AFP un représentant des milices antibalaka de la branche proche de Patrice-Edouard Ngaïssona, récemment transféré à la Cour pénale internationale (CPI). En l'état actuel des choses, "nous aussi on rejette leur accord et chacun rentre chez soi", a abondé un représentant du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), le plus important groupe armé du pays, issu de la rébellion de la Séléka un temps au pouvoir. De hauts responsables centrafricains sont réunis à Khartoum depuis près

d'une semaine pour un face-à-face inédit avec les principaux chefs des 14 groupes armés opérant sur le territoire. Ces pourparlers ont été préparés depuis 2017 par l'Union africaine (UA) et sont soutenus par les principaux partenaires de Bangui. Sont notamment présents les chefs des groupes majeurs issus de l'ex-coalition de la Séléka - qui avait marché sur Bangui en

2013 -, qui contrôlent aujourd'hui une majorité du territoire. Alors que leur présence n'était pas confirmée jusqu'au début des négociations, Ali Darassa (chef de l'Unité pour la paix en Centrafrique, UPC) et Nourredine Adam (chef politique du FPRC) étaient bien présents à la table des négociations hier à Khartoum, selon des photos officielles du dialogue par-

venues à l'AFP. Ces négociations, dont le but est d'aboutir à un accord et à la mise en place d'un comité de suivi, devraient durer "deux à trois semaines", selon les autorités soudanaises. Sept accords de paix ont déjà été signés depuis le début de la crise centrafricaine, fin 2012, sans qu'aucun n'arrive à ramener la stabilité dans ce pays de 4,5 millions d'habitants.

C'est arrivé...

Une femme de ménage coincée 3 jours dans l'ascenseur d'un milliardaire

COINCEE tout un week-end dans l'ascenseur d'une riche demeure new-yorkaise : c'est ce qui est arrivé à une femme de ménage, qui n'a pu en sortir que lundi matin après l'intervention des pompiers. L'incident s'est produit dans une maison individuelle du quartier de l'Upper East Side, à Manhattan, appartenant à un milliardaire, l'investisseur Warren Stephens, selon le New York Times. Un porte-parole a confirmé que les pompiers avaient été appelés dans cette coquette maison de briques rouges de la 65e rue peu après 10 heures lundi, après que les propriétaires eurent signalé que leur ascenseur était en panne. Arrivés sur place, les pompiers ont trouvé

l'ascenseur coincé entre les deuxième et troisième étages. Ils ont forcé les portes et dégagé la personne qui se trouvait à l'intérieur, a indiqué le porte-parole, précisant qu'elle s'y trouvait depuis vendredi. Cette personne était apparemment "en bonne santé", a-t-il précisé, mais elle a tout de même été prise en charge par des urgentistes et hospitalisée pour des examens. Les pompiers n'ont pas donné d'autres détails, ni révélé l'identité de la personne restée prisonnière près de trois jours durant. Mais selon plusieurs médias new-yorkais, il s'agissait d'une femme de ménage, Marites Fortaliza, employée de la famille Stephens depuis des années.

... à New York (Etats-Unis)

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Conflit. Renforts militaires dans l'Adamaoua**
Cent trente soldats d'élite de l'armée camerounaise seront envoyés en renfort dans la région de l'Adamaoua, dans le nord du Cameroun, pour lutter contre les prises d'otages, a rapporté hier la radio d'Etat.
- **Ghana/Enquête. Meurtre d'un journaliste : un député convoqué par le Parlement**
Le député ghanéen, qui avait appelé à "frapper" un journaliste d'investigation quelques semaines avant qu'il ne soit assassiné devant son domicile a été convoqué par le Parlement hier, et sera entendu par une Commission spéciale sur l'éthique.
- **Guinée équatoriale/Politique. L'opposition réclame le départ de Jammeh**
De larges affiches contre la présence de Yahya Jammeh en Guinée équatoriale, ex-président gambien exilé dans ce pays depuis 2017, ont été accrochées à Malabo par des opposants demandant que "ce dictateur" rentre chez lui pour y être jugé, a constaté l'AFP hier.

A travers le monde

- **Allemagne/Terrorisme. Ils préparaient un attentat**
Trois Irakiens, soupçonnés de préparer une attaque jihadiste à l'explosif, ont été interpellés hier en Allemagne, a annoncé le parquet fédéral.
- **Proche-Orient/Conflit. Une assaillante palestinienne tuée**



Photo : AFP

Une Palestinienne a tenté de poignarder un membre des forces de sécurité israéliennes qui ont riposté en tirant vers elle hier à la limite de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, a annoncé la police israélienne, le ministère de la Santé palestinien indiquant qu'elle avait été tuée.

- **Venezuela/Crise. Appel et contre-appel**
Le président vénézuélien Nicolas Maduro a appelé hier l'armée à se mobiliser et s'unir face aux appels à la rébellion des Etats-Unis et de l'opposant Juan Guaido, auto-proclamé président, qui organisait une nouvelle manifestation.